

SRB Ile-de-France

1. Informations générales

Intitulé(s) du(es) document(s)	Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France
Pilotage	Conseil régional d'Ile-de-France.
Date(s)	Adoptée en juin 2007 .
Avancement	En cours de mise en œuvre.

2. Genèse

Historique et contexte	<p>La démarche initiée en 1999 autour du forum des acteurs de la biodiversité a permis la mise en place d'une politique régionale de la biodiversité, et a conduit à la conception de la stratégie régionale pour la biodiversité en 2007 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1999 : Création du forum des acteurs de la biodiversité, sous l'impulsion des associations environnementales (initialement autour de la problématique de la renaissance des rivières en Ile-de-France, et notamment de la Bièvre) réunissant la plupart des acteurs locaux (environ 350 personnes dont 80% d'associations environnementales, les 20% restants étant composés d'établissements publics, d'entreprises, de collectivités, des parcs naturels régionaux, etc.). • 2001 : Volonté politique de la Région de définir une politique régionale cadre de la protection de la biodiversité tout en n'ayant pas toutes les compétences pour cela : mise en place de commissions de travail par thème autour de la biodiversité dans la continuité de la dynamique initiée avec le forum, et dans l'optique de réaliser une Charte régionale de la biodiversité autour d'objectifs communs. Les travaux ont duré 2 ans. • 2003 : Elaboration de la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels : élaboration collégiale d'orientations en matière de biodiversité, accompagnées d'un règlement financier d'attribution des aides régionales qui permet le financement d'actions selon 3 priorités : <ul style="list-style-type: none"> ➢ acquérir une plus grande connaissance de la biodiversité régionale ; ➢ améliorer la gestion du patrimoine naturel ; ➢ améliorer la sensibilisation du public et parvenir à une meilleure communication sur la prise en compte de la biodiversité dans l'aménagement du territoire. <p>Les associations environnementales réclamaient en effet une sorte de guide des bonnes pratiques « subventionnables » permettant la mise en œuvre d'actions concrètes. La Région « agit » alors en subventionnant les actions qui lui sont proposées par les signataires de la Charte et qui répondent aux conditions du règlement d'attribution des aides. La Charte compte actuellement plus de 250 signataires : les signataires s'engagent à respecter un certain nombre d'engagements prévus dans la Charte. Cette Charte n'a cependant aucune valeur réglementaire, il s'agit d'un engagement de principe. La Charte est toujours valide à ce jour. <i>Pour plus de détails se reporter au paragraphe « Zoom sur la mise en œuvre de la stratégie ».</i></p> • 2004 : Dans un contexte juridique renouvelé, après un bilan du Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) de 1994, la Région Ile-de-France pilote pour la première fois la révision du SDRIF. Ce processus participatif a débuté en octobre 2004 et a notamment donné lieu à une évaluation environnementale comprenant une partie importante sur les milieux naturels et les continuités écologiques en Ile-de-France. • 2004 : La France adopte sa Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB).
---------------------------	---

Motivation(s) principale(s)	<ul style="list-style-type: none"> Dès l'adoption de la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB) en 2004, le Conseil régional d'Ile-de-France a souhaité positionner l'intervention régionale en faveur de la préservation de la biodiversité dans le contexte national et international pour lui donner plus de visibilité et de lisibilité. Intégrer la nouvelle compétence régionale relative à la création et à la gestion des réserves naturelles régionales (RNR) dans la politique régionale¹. Redonner de l'élan à la Charte. "La stratégie doit permettre d'accélérer les actions de la Région et de les planifier"². <p>➔ Le Conseil régional d'Ile-de-France décide d'élaborer une stratégie régionale pour la biodiversité pour intégrer les évolutions du contexte institutionnel relatif à la préservation de la biodiversité et enrichir la Charte.</p>
Organisme "moteur"	Conseil régional d'Ile-de-France.
Éléments de gouvernance	<p>Dès 1999, une véritable démarche de gouvernance participative régionale autour de la biodiversité et de ses enjeux a été mise en place via la création du forum des acteurs de la biodiversité et l'élaboration de la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels.</p> <p><i>Pour plus de détails se reporter aux paragraphes « Historique et contexte » et « Zoom sur l'élaboration de la stratégie ».</i></p>
Antécédents	Oui : Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels (2003)
Inscription dans les documents de planification	<p>La Stratégie régionale pour la biodiversité francilienne est notamment évoquée dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> le Contrat de projets Etat-Région (CPER) 2007 – 2013 : l'axe d'intervention visant à « protéger et valoriser la biodiversité » du grand projet n°8 « Prendre en compte les enjeux environnementaux » contient certaines des actions proposées dans la stratégie dont la création de Natureparif, l'Agence de la nature et de la biodiversité d'Ile-de-France. le Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) : l'un des cinq objectifs du SDRIF est de préserver, restaurer, valoriser les ressources naturelles et permettre l'accès à un environnement de qualité. Le SDRIF identifie la stratégie régionale pour la biodiversité comme un des principaux outils à mobiliser ou à développer pour répondre à cet objectif, via notamment la constitution du réseau de réserves naturelles régionales (RNR)³. La carte de destination générale des différentes parties du territoire localise par ailleurs les espaces agricoles, boisés ou naturels à protéger ainsi que les coupures vertes et continuités écologiques à maintenir. L'élaboration du SDRIF a été menée en concertation avec l'ensemble des représentants des institutions et de la société civile d'Ile-de-France. Son rôle dans la protection de la biodiversité régionale est important.


3. Structuration et principales finalités des documents analysés

Principales finalités des documents analysés	<p>La charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels élaborée en 2003 définit un premier cadre d'intervention commun à tous les signataires pour préserver la biodiversité régionale.</p> <p><i>« Cette charte formalise la volonté des acteurs de la région Ile-de-France de faire connaître, de préserver et de gérer la biodiversité et les milieux naturels régionaux. Elle constitue le cadre des actions qui sont engagées sur le territoire de la région Ile-de-France par les signataires, en fonction de leurs compétences respectives. Elle doit aussi permettre la mise en cohérence de l'action de tous les partenaires. Elle propose des actions à mener dans le</i></p>
--	--

¹ Décret n°2005-491 du 18 mai 2005 relatif aux réserves naturelles et portant notamment modification du code de l'environnement – JO du 19 mai 2005.

² Stratégie Régionale pour la Biodiversité en Ile de France, Rapport N° 45-07, Conseil Régional Ile de France, juin 2007, p.3.

³ Schéma directeur de la région Ile-de-France, Conseil régional d'Ile-de-France, projet adopté par délibération du Conseil régional du 25 septembre 2008, p.213.

Principales finalités des documents analysés	<p>respect des compétences reconnues à chaque collectivité ou organisme. Ainsi, l'adhésion à cette charte marque la volonté de protéger la biodiversité et les milieux naturels d'Ile-de-France »⁴.</p> <p>La Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France a pour objectifs de⁵ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • renforcer les mesures prises jusqu'alors en faveur de la préservation de la biodiversité, dans la Charte notamment, et les intégrer à l'ensemble des politiques régionales ; • accélérer le processus engagé avec les différents partenaires dans le cadre de la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels ; • obtenir des résultats mesurables, significatifs et durables sur le long terme. <p>Pour plus de détails voir le paragraphe « Zoom sur le contenu de la stratégie ».</p> <p> Même si l'analyse tient compte de la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels, les parties suivantes de la monographie portent essentiellement sur la Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France.</p>
Description et/ou structuration des documents analysés	<p>Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les enjeux (référence aux enjeux internationaux, européens et nationaux relatifs à la biodiversité, et objectifs des principaux documents cadre en la matière). 2. Pour une stratégie régionale partagée de la Biodiversité (atouts et faiblesses de l'Ile-de-France en matière de biodiversité, état de la connaissance de la biodiversité en Ile-de-France, les services que la nature et la biodiversité rendent à l'homme...). 3. Bilan des actions menées depuis l'adoption de la Charte régionale (la connaissance, la gestion des milieux, l'animation/sensibilisation/communication). 4. La stratégie régionale (L'Agence régionale pour la nature et la biodiversité ; les 10 plans d'actions). 5. Les moyens à mettre en œuvre (moyens réglementaires, moyens financiers, moyens fonciers, moyens directs, calendrier). 6. Annexes (programmes engagés sur biodiversité et agriculture, projet de délibération du Conseil régional sur la SRB, détails des 10 plans d'actions, règlement d'attribution des aides régionales pour la protection et la mise en valeur de la biodiversité et des milieux naturels, contrat financier type « biodiversité », contrat d'objectifs biodiversité...)

4. Analyse du diagnostic du territoire

Existence	La Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France contient quelques éléments succincts de diagnostic (voir ci-dessous), mais aucun diagnostic du territoire en tant que tel n'a été élaboré.
Description	<p>La stratégie présente quelques éléments d'informations générales sur les principales caractéristiques de la biodiversité francilienne, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les principaux atouts et handicaps de l'Ile-de-France en matière de biodiversité ; • un état des lieux synthétique de l'état de la connaissance de la biodiversité en Ile-de-France accompagné de quelques chiffres sur les espèces faunistiques présentes en Ile-de-France, de la cartographie des espaces franciliens selon leur intérêt floristique du Conservatoire botanique national du Bassin Parisien, et de la carte des continuités écologiques de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF). <p>Il existe par ailleurs de nombreux documents et travaux traitant de la biodiversité en Ile-de-France (ex : évaluation stratégique environnementale du SDRIF, publications de l'IAURIF, profil environnemental régional, etc.).</p>

⁴ Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels, Conseil régional d'Ile-de-France, 2003, p.5.

⁵ Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France, Conseil régional d'Ile-de-France, juin 2007, p.23, p.24.

Modalités de gouvernance pour l'élaboration du diagnostic	L'intégration de ces éléments d'informations dans la stratégie a fait l'objet d'échanges avec le Conservatoire botanique national du Bassin Parisien et le CSRPN sur les « grandes tendances » de la biodiversité régionale.
Définition des enjeux	<p>Les 10 plans d'actions de la stratégie (<i>voir le paragraphe « Zoom sur le contenu de la stratégie »</i>) ont été définis pour répondre aux 5 enjeux suivants⁶ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stopper l'érosion de la biodiversité d'ici 2010 • Reconquérir des espaces naturels en faveur de la biodiversité • Créer les conditions du retour de certaines espèces emblématiques • Valoriser le patrimoine naturel d'Ile-de-France • Permettre le bon fonctionnement des écosystèmes
Remarques	<ul style="list-style-type: none"> • L'information pour élaborer un diagnostic de la biodiversité francilienne existe, et en grande quantité dans la région, mais elle n'est pas mutualisée. • L'absence de diagnostic n'a pas été ressentie comme un manque lors de l'élaboration de la stratégie régionale, mais constitue à ce jour une difficulté dans sa mise en œuvre. En effet, sans diagnostic formalisé et en l'absence d'une définition partagée des enjeux du territoire, il n'est pas possible pour la Région de prioriser l'attribution de ses subventions (<i>pour plus de détails se reporter au paragraphe « Zoom sur la mise en œuvre de la stratégie »</i>).

5. Analyse de la stratégie

5.1 - Zoom sur son élaboration

Qui et quand ?	<p>La Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels (2003) a été élaborée dans le cadre d'une large démarche participative rassemblant les principaux acteurs du territoire concernés pendant plus de deux ans. <i>Pour plus de détails voir le paragraphe « Genèse ».</i></p> <p>L'élaboration de la stratégie, visant à renforcer, compléter et actualiser la Charte, a débuté début 2006, soit environ deux ans après la finalisation de cette dernière, afin notamment de positionner l'intervention régionale en faveur de la biodiversité dans le contexte national et international. <i>Pour plus de détails voir le paragraphe « Structuration et principales finalités des documents analysés ».</i></p> <p>Face à la difficulté de remobiliser l'ensemble des acteurs régionaux concernés aussi rapidement après la finalisation de la Charte, et devant la volonté Régionale d'élaborer la stratégie dans des délais relativement restreints (environ 1 an), la Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France a été élaborée en interne au Conseil régional par son service « Patrimoine et ressources naturels » avec l'appui d'un sous-traitant (cabinet conseil) pour sa structuration.</p>
Modalités de gouvernance pour l'élaboration de la stratégie	<p>Elaboration interne au service « Patrimoine et ressources naturels » du Conseil régional Ile-de-France :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les services de la Région ont été consultés pour avis, mais peu ont répondu ; • des associations environnementales ont été consultées (<i>ex: France Nature Environnement, Comité français de l'UICN...</i>) ; • certains partenaires régionaux, tels que le Conservatoire botanique national du Bassin Parisien, ont également été consultés.

⁶ Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France, Conseil régional d'Ile-de-France, juin 2007, p.52.

Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> • Contrairement à la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels, l'élaboration de la stratégie francilienne a fait l'objet de très peu de concertation compte tenu des contraintes calendaires, et de la difficulté de remobiliser les acteurs régionaux concernés aussi peu de temps après l'important travail fourni pour l'élaboration de la Charte. Ces modalités d'élaboration pourraient être à l'origine d'un certain manque d'appropriation de la stratégie régionale par les acteurs du territoire, contrairement à la Charte. • Une contribution des services sectoriels du Conseil régional jugée insuffisante.
Réussites	<ul style="list-style-type: none"> • Dans la continuité de la dynamique mise en place par la création du forum des acteurs de la biodiversité sous l'impulsion des associations environnementales, l'élaboration de la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels a mobilisé avec succès les principaux acteurs du territoire concernés. Cette Charte définit un premier cadre d'intervention partagé et constitue un document qui « concrétise » l'engagement des signataires autour d'objectifs communs de préservation de la biodiversité régionale. • L'élaboration de la stratégie régionale permet de compléter, renforcer et actualiser cette Charte.

5.2 - Zoom sur son contenu

Référence aux documents cadre Biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie mondiale de la biodiversité • Stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère • Stratégie nationale de la biodiversité • Compte à rebours 2010 pour l'arrêt de la perte de la biodiversité (<i>Countdown 2010</i>)
Principaux objectifs	<i>Se reporter au paragraphe « Structuration et principales finalités des documents analysés ».</i>
Structuration	<p style="text-align: center;">5 enjeux → 10 objectifs opérationnels → 10 plans d'actions</p> <p>La Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France identifie 5 enjeux (<i>pour plus de détails se reporter au paragraphe « Analyse du diagnostic du territoire »</i>) qui se traduisent par 10 objectifs opérationnels constituant l'ossature de la stratégie. Ils s'inscrivent dans la continuité de la Charte régionale de la biodiversité et traduisent les engagements régionaux.</p> <p><i>Objectifs opérationnels :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintenir et restaurer les continuités écologiques • Développer un réseau d'aires protégées • Diminuer les pressions sur les milieux naturels • Améliorer la connaissance de la biodiversité et suivre son évolution • Mobiliser tous les acteurs de la société civile sur l'ensemble de ces objectifs • Accompagner les acteurs pour l'intégration de la biodiversité dans toutes les politiques de manière transversale • Mieux faire connaître la biodiversité • Développer les coopérations en matière de biodiversité de l'interrégional à l'international • Evaluer et anticiper les impacts du changement climatique • Donner l'exemple

Structuration	<p>Les 10 objectifs opérationnels de la stratégie se déclinent en 10 plans d'actions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Plan d'actions sur les continuités écologiques 2. Plan d'actions sur les espèces 3. Plan d'actions pour la ville 4. Plan d'actions pour la forêt 5. Plan d'actions zones humides 6. Plan d'actions pour les autres milieux 7. Plan d'actions pour l'agriculture 8. Plan d'actions pour les infrastructures 9. Plan d'actions sur les propriétés régionales 10. Plan d'actions transversales (sensibilisation, éducation, formation, coopération) <p>Remarques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaque plan d'actions définit un certain nombre de priorités à court et moyen terme. • L'Ile-de-France est une des premières régions à avoir élaboré une stratégie régionale pour la biodiversité. D'après la Région, sa structuration en plan d'actions lui a permis de se positionner dans un cadre précis répondant à la même logique que les documents déclinant les engagements nationaux (Stratégie nationale pour la biodiversité) et internationaux (Convention sur la diversité biologique) en matière de préservation de la biodiversité.
Contenu de la stratégie	<ol style="list-style-type: none"> 1. Plan d'actions sur les continuités écologiques <ul style="list-style-type: none"> • Restaurer les continuités écologiques sur l'ensemble de l'Ile-de-France selon le schéma régional inscrit dans le SDRIF (5 réseaux : eaux courantes, zones humides, réseau herbacé, arboré, grands mammifères). <p><i>Priorités à court et moyen terme :</i> Plan Seine : la continuité écologique (ex : restauration des zones humides de la Bassée, restauration de la libre circulation des poissons, restauration des berges par génie végétal et la mise en place d'un schéma interrégional environnemental des berges) ; réseau de transport de gaz (convention avec GRT gaz Val de Seine pour le rétablissement de continuités écologiques sur 500 Km de réseau) ; autres réseaux (électricité, annexes des infrastructures ferroviaires et routières, eaux courantes) ; mise en place de continuités écologiques sur les espaces agricoles ; création d'un réseau régional de zones humides avec la Société nationale de protection de la nature et son réseau en Ile-de-France.</p> 2. Plan d'actions sur les espèces <ul style="list-style-type: none"> • sensibiliser le public à la présence d'espèces protégées ou d'espèces communes dans la région comme indicateurs de la biodiversité ; • montrer que certaines espèces peuvent revenir moyennant un changement des pratiques de gestion et la protection de certains milieux. <p><i>Priorités à court et moyen terme :</i> Programmes de conservation des espèces menacées (ex : sonneur à ventre jaune, busard des roseaux...), de restauration en favorisant le retour d'espèces disparues (loutre, castor, saumon...), de recherche (programme de recherche et de conservation des espèces emblématiques des milieux franciliens : le cerf, le brochet, le grand capricorne... ; programme de recherche et de lutte contre les espèces invasives : tortues de Floride, renouée du Japon... ; programme de recherche sur le suivi temporaire des oiseaux communs en Ile-de-France), et de suivi/sensibilisation (programme de suivi et de sensibilisation sur la présence et la diversité des papillons de jardin).</p> 3. Plan d'actions pour la ville <ul style="list-style-type: none"> • Diminuer les pressions sur les milieux naturels et restaurer les continuités écologiques.

Priorités à court et moyen terme : favoriser la mise en place d'une **gestion différenciée** sur les espaces verts municipaux, **pose de nichoirs** sur les bâtiments municipaux, faire les élagages et les ravalements en dehors de la saison de reproduction des oiseaux, **planter des essences indigènes**, **limiter l'utilisation de pesticides** et favoriser les traitements biologiques, élaborer et diffuser largement des **guides de bonnes pratiques** pour la gestion et organiser des formations, favoriser les toitures végétales.

4. Plan d'actions pour la forêt

- Améliorer la gestion écologique de forêts et restaurer les continuités écologiques.

Priorités à court et moyen terme : certification forestière pour l'ensemble des forêts d'Ile-de-France d'ici 2010, convention d'objectifs à 5 ans avec l'ONF, et le CRPF, gestion forestière écologique sur l'ensemble des massifs, rétablissement des continuités écologiques entre les massifs, installation de 5 passages faune en bois d'ici 2010.

⇒ *Liens avec le Schéma régional des continuités boisées et des grands mammifères.*

5. Plan d'actions zones humides

- Protection de l'ensemble des zones humides d'Ile-de-France.

Priorités à court et moyen terme : mise en place d'un **réseau régional de zones humides**, protection de l'ensemble des marais et des forêts alluviales par **création de réserves naturelles régionales**, conservation et création de **mares**, conservation et restauration des **platières**, restauration de 500 ha de **roselière**, **sensibilisation des acteurs** sur l'importance et le rôle des zones humides.

⇒ *Liens avec le Schéma régional des zones humides et le SDRIF (chapitre protection des espaces remarquables).*

6. Plan d'actions pour les autres milieux

- Protéger et gérer l'ensemble de ces milieux qui participent aux continuités écologiques et qui sont nécessaires à la diversité des habitats et donc des espèces.

Priorités à court et moyen terme : protection des milieux calcaires, landes, pelouses, falaises, platières, éboulis, anciennes carrières, par la **création de réserves naturelles régionales**.

7. Plan d'actions pour l'agriculture

- Faire participer les espaces agricoles à la restauration des continuités écologiques, développer des pratiques compatibles avec la protection de la biodiversité et maintenir des espaces ouverts agricoles dans les zones périurbaines ou urbanisées.

Priorités à court et moyen terme : augmenter de 1000 ha la superficie en **agriculture biologique** d'ici à 2010 (de 6000 à 7000 ha), doubler le nombre d'exploitations agricoles signataires d'un programme « PRAIRIE » dans le cadre des **mesures agro-environnementales**, mise en place de **conventions avec les agriculteurs pour la restitution de continuités écologiques**, **maintenir l'agriculture périurbaine** et développer la prise en compte de la biodiversité.

⇒ *Les objectifs doivent être repris dans les politiques agro-environnementales de la région.*

8. Plan d'actions pour les infrastructures

- Intégrer la prise en compte de la biodiversité dans les projets d'infrastructures.

Priorités à court et moyen terme : rétablir les corridors écologiques interrompus par les infrastructures, en réalisant des **passages faunes multi-espèces**, améliorer le fonctionnement de tous les passages existants, réalisation de passages amphibiens, **gestion extensive des emprises** des routes, autoroutes, voies ferrées, TGV, lignes électriques, gazoducs..., gestion différenciée des bassins de rétention d'eau pluviale des autoroutes, réflexion sur la conception des bassins, formation à la **gestion différenciée**.

⇒ *Liens avec la Charte régionale des infrastructures.*

9. Plan d'actions sur les propriétés régionales

- **Gestionnaire : Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France (AEV) : maîtrise et veille foncière régionales au service de la biodiversité** → orienter les actions pour faire face aux nouveaux enjeux du SDRIF, principalement pour la protection des continuités écologiques et des espaces naturels et agricoles ; mettre en œuvre la charte régionale à travers les périmètres d'intervention foncière prioritaires et les aides aux collectivités et associations pour l'acquisition, création ou aménagement d'espaces verts et de milieux naturels ; sensibiliser le public à la biodiversité sur les propriétés régionales.

Priorités à court et moyen terme : création de périmètres d'intervention foncière prioritaires (renforcer l'intervention sur les milieux remarquables, les zones de diversité ordinaire et les continuités écologiques en cohérence avec les objectifs du SDRIF) ; **refonte des critères d'éligibilité aux subventions régionales** afin de mieux prendre en compte la biodiversité, notamment dans les zones carencées en espaces verts ; **connaissance et suivi** (ex : poursuite du programme d'acquisition des connaissances du patrimoine biologique) ; **sensibilisation du grand public et des scolaires** (ex : renforcer les animations nature) ; **protections réglementaires** (ex : classement en réserve naturelle régionale) ; **espaces agricoles périurbains** (ex : développement de systèmes de production avec des pratiques favorables à la biodiversité) ; **forêts régionales** (ex : poursuite des études diagnostics écologiques préalables à l'établissement des plans d'aménagement) ; **zones humides sur propriétés régionales** ; **eaux courantes, îles et plans d'eau** (ex : développer les inventaires hydrauliques, restaurer les berges...) ; **pelouses, prairies et landes naturelles sur propriétés régionales** (ex : pérenniser les habitats arbustifs en limitant l'envahissement de ligneux) ; **habitats dégradés sur propriétés régionales** (ex : poursuite de la reconquête des milieux par des opérations de renaturation) ; **Natura 2000** (ex : sur les sites situés sur les propriétés régionales : Région assurant la présidence du comité de pilotage et l'AEV l'animation des documents d'objectifs).

- **Gestionnaire : Syndicat mixte des bases de plein air et de loisirs** → préserver certaines zones de biodiversité et promouvoir l'animation nature (prévoir des zones de conservation de la biodiversité sur certaines bases (RNR), sensibiliser à la protection de la biodiversité par des équipements de découverte de la nature, créer ou renforcer les activités de découverte de la nature).
- **Gestionnaire : Lycées** → établir des pistes de travail pour la prise en compte de la biodiversité dans la gestion des lycées : dans la conception, mise en place de gestion différenciée des espaces verts, animation liée à la découverte de la nature, introduire dans le cadre de la formation des lycées agricoles des espaces dédiés à des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.

10. Plan d'actions transversales (sensibilisation, éducation, formation, coopération)

- Accompagner la mise en œuvre des plans d'actions et développer les partenariats.

Priorités à court et moyen terme : création de l'Agence régionale pour la nature et la biodiversité (Natureparif), d'un réseau régional des maisons à thèmes sur la nature, d'un conservatoire du patrimoine biologique régional ; politique régionale d'éducation à l'environnement ; enquête auprès des élus sur la Charte régionale de la biodiversité ; forum annuel des acteurs de la biodiversité ; intégrer la politique régionale de protection de la nature et de la biodiversité dans la politique de la communication de la Région selon les principaux éléments nationaux et internationaux ; participer aux réseaux internationaux et européens de protection de la nature.

Remarque :

La stratégie régionale renvoie à la Charte régionale de la biodiversité pour décrire les mesures à mettre en œuvre dans les plans d'actions qui y étaient déjà présents (ville, forêt, zones humides et autre milieux notamment).

Politiques sectorielles prises en compte	Politique régionale agro-environnementale ; Politique régionale de communication ; Politique régionale d'éducation et de sensibilisation ; Politique régionale en matière d'infrastructures, d'aménagement du territoire...
Prise en compte des engagements du Grenelle	<p>La préservation/restauration des continuités écologiques occupe une place importante dans la Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France : un plan d'actions spécifiquement dédié, une prise en compte transversale dans la plupart des autres plans d'actions thématiques, et un règlement d'attribution des aides régionales qui prévoit un taux de subvention élevé : 70% (<i>pour plus de détails se reporter au paragraphe « Zoom sur la mise en œuvre de la stratégie »</i>).</p> <p>On y retrouve également, et à titre d'exemple, des mesures visant à développer la surface des aires protégées, ou à généraliser les pratiques agricoles durables et respectueuses de la biodiversité.</p>
Référence à d'autres documents territoriaux	<p>Oui: essentiellement le Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF), le Schéma régional des continuités boisées et des grands mammifères, le Schéma régional des zones humides, la Charte régionale des infrastructures, la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels, le Contrat de projets Etat-Région...</p> <p><i>Pour plus de détails se reporter au paragraphe « Genèse ».</i></p>
Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> Des objectifs et des priorités à court et moyen terme assez généraux, pas vraiment d'actions concrètes et précises définies. Les grandes orientations, ainsi que les priorités d'intervention à court et moyen terme, définies dans la Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France ne s'appuient pas sur l'identification préalable (et partagée) des enjeux franciliens prioritaires en matière de préservation de la biodiversité. Cette absence de priorisation se traduit dans la stratégie par des listes d'espèces ou de milieux sur lesquels intervenir se prolongeant par des points de suspension (notamment dans le plan d'actions sur les espèces). Le fait de disposer d'une stratégie sans priorités réelles donne la possibilité de financer un grand nombre d'actions et peut constituer une difficulté à l'heure de faire des choix stratégiques dans l'attribution des subventions régionales par exemple. Pour identifier les mesures à mettre en place, près de la moitié des plans d'actions renvoient à la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels. Ces renvois créent un manque de lisibilité du contenu exact de la stratégie, et peuvent générer un certain « brouillage » entre les statuts et les fonctions propres à chacun de ces documents (<i>pour plus de détails se reporter au paragraphe « Zoom sur la mise en œuvre de la stratégie »</i>). Par ailleurs, cela pose également la question de l'actualisation des mesures définies dans la Charte : les objectifs identifiés en 2003 étaient-ils toujours d'actualité en 2007 ?
Réussites	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration d'une stratégie clairement structurée et s'appuyant sur les principaux documents cadre nationaux et internationaux en matière de biodiversité. Prise en compte des autres politiques sectorielles de la Région, et effort de mise en cohérence avec les autres documents de planification régionale (et notamment le SDRIF). Complément et enrichissement de la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels (ex : plans d'actions spécifiques aux infrastructures et aux propriétés régionales...) qui s'accompagnent d'un ajustement et d'une mise à jour du règlement d'attribution des aides régionales afin de l'adapter à la demande et de le rendre plus mobilisateur (<i>pour plus de détails se reporter au paragraphe « Zoom sur la mise en œuvre de la stratégie »</i>). Réalisation d'un bilan des actions déjà engagées dans le cadre de la Charte.

5.3 - Zoom sur sa mise en œuvre

Modalités de mise en œuvre	<p>1. Signature de la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels :</p> <p>Le contenu de la Charte est complété et actualisé dans la Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France, mais sa signature reste une condition <i>sine qua non</i> à l'obtention des subventions régionales pour mettre en œuvre les actions définies dans la stratégie. L'adhésion à la Charte peut être formalisée par la signature d'un document (format A3, pouvant être affiché) cosigné par le président et le vice-président chargé de l'environnement du Conseil régional d'Ile-de-France, et reprenant de manière synthétique les principaux engagements pris dans le cadre de la Charte.</p> <p>A noter que la signature de la Charte ne se traduit pas par une « obligation d'action ». Les signataires ne s'engagent pas forcément dans la mise en œuvre d'actions concrètes dans le cadre de la stratégie.</p> <p>2. Mise en œuvre des mesures définies dans le cadre de la Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France :</p> <ul style="list-style-type: none"> La Région réalise des actions en tant que maître d'ouvrage, ou co-maître d'ouvrage en partenariat avec d'autres acteurs régionaux (<i>ex : interventions sur les propriétés régionales, actions de communication ou de formation, etc.</i>)... ...toutefois, la mise en œuvre de la stratégie régionale se traduit essentiellement par l'application du règlement d'attribution des aides régionales pour la protection et la mise en valeur de la biodiversité et des milieux naturels. <p>Les signataires de la Charte qui le souhaitent peuvent solliciter une aide financière régionale pour mettre en œuvre des actions définies dans le cadre de la stratégie. Les modalités de mise en œuvre de la stratégie régionale correspondent alors au mécanisme interne d'attribution des subventions du Conseil régional d'Ile-de-France :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ réception des demandes de subventions émanant des signataires de la Charte ; ➤ tri par le service « <i>Patrimoine naturel</i> » : vérification de l'adéquation des actions proposées avec les orientations de la stratégie et le règlement d'attribution des aides, puis affectation du projet dans le plan d'actions concerné ; ➤ élaboration d'un rapport avec avis juridique et financier, et ajustements éventuels ; ➤ envoi à l'exécutif, puis avis des commissions concernées ; ➤ vote en commission permanente ➔ attribution de la subvention régionale.
Identification des moyens	<p>Moyens réglementaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les moyens réglementaires de la Région relèvent principalement du Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) : la stratégie précise par exemple que la restauration des continuités écologiques en Ile-de-France devra se faire selon le Schéma régional inscrit dans le SDRIF. Les parcs naturels régionaux (PNR) : La Région apporte son soutien financier aux PNR franciliens, qui sont par ailleurs signataires de la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels. Les réserves naturelles régionales (RNR) : Le Conseil régional d'Ile-de-France s'est saisi de cette compétence régionale : la création de RNR est notamment prévue dans le cadre des plans d'actions pour les autres milieux (milieux calcaires, landes, pelouses, falaises, platières, éboulis, anciennes carrières), et sur les propriétés régionales (classement en RNR proposé sur les sept propriétés régionales disposant déjà d'une gestion similaire aux espaces protégés). <p>Moyens financiers :</p> <p>L'intervention financière du Conseil régional d'Ile-de-France, via son règlement d'attribution des aides régionales pour la protection et la mise en valeur de la biodiversité et des milieux</p>

naturels, vise à mettre en œuvre la stratégie régionale de la biodiversité selon les 5 enjeux définis dans la stratégie⁷.

- Le règlement initial approuvé dans le cadre de la Charte a été ajusté et mis à jour afin de l'adapter à la demande et de le rendre plus mobilisateur → les plafonds des montants subventionnables ont notamment été revus à la hausse dans le cadre de la stratégie.
- **Bénéficiaires** : communes et leurs groupements, syndicats, départements, associations, établissements publics, organismes de recherche, universités, fédérations, chambres consulaires, grandes entreprises de services publics, ainsi que les particuliers (propriétaires ou gestionnaires privés) dans le cadre des RNR et des continuités écologiques depuis la révision du règlement.
- **Principales conditions d'éligibilité des projets** : Les subventions régionales sont attribuées sous condition de la signature préalable de la Charte régionale et doivent s'inscrire dans les priorités régionales de la stratégie.
- **Actions subventionnables** :
 - **Etudes** : connaissance de la biodiversité (inventaires locaux et régionaux, programmes de recherche), préservation de la biodiversité (diagnostic écologique, étude de faisabilité pour la création d'un espace protégé, élaboration d'un plan de gestion) → Taux max. : 50%.
 - **Travaux de gestion** : gestion de la biodiversité (travaux d'aménagement et d'entretien récurrents suite à un diagnostic écologique et dans le cadre d'un plan de gestion) → Taux max. : 50%.
 - **Equipements pédagogiques et actions d'animation, sensibilisation et communication** : faire connaître la biodiversité (supports pédagogiques, équipements pédagogiques, actions d'animation nature et projets pédagogiques) → Taux max. : 50%.
 - **Continuités écologiques** : connaissance du milieu (inventaires), étude et mesures de gestion (étude de faisabilité), travaux pour la création de continuités, travaux d'entretien pour la gestion des continuités, animation des réseaux écologiques franciliens → Taux max. : 70%.
 - **Réserves naturelles régionales** (hors propriétés régionales) : connaissance du milieu (inventaires), étude et mesures de gestion (étude de faisabilité), plan de gestion (gestion de la réserve, équipements pédagogiques et actions d'animation, de sensibilisation et de communication) → Taux max. : 70%.

Remarques :

- Le budget régional annuel alloué à la préservation de la biodiversité et des milieux naturels est d'environ 4 millions d'euros (*ex : en 2007 : 3 millions d'euros pour l'investissement et 1,2 millions pour le fonctionnement*).
- Certaines actions et mesures définies dans la stratégie sont programmées dans le cadre du CPER 2007 – 2013 « *le budget consacré à la mise en œuvre de la stratégie restera dans le cadrage budgétaire du CPER (pour les opérations concernées par celui-ci) et dans celui des équilibres budgétaires annuels*⁸ ».

Moyens fonciers : Interventions foncières de la Région via son plan d'actions sur les propriétés régionales et son soutien financier à l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France (AEV) (12 500 ha acquis sur un périmètre d'intervention de 34 000 ha).

Moyens directs :

Pour mettre en œuvre les mesures définies dans le cadre de la Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France, **la Région fait appel à différents modes d'interventions** (*ex : soutien financier à des organismes ou à la réalisation d'actions, réalisation d'actions en tant que maître d'ouvrage ou co-maître d'ouvrage, contractualisation, etc.*) :

⁷ Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France, Conseil régional d'Ile-de-France, juin 2007, p.70.

⁸ Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France, Conseil régional d'Ile-de-France, juin 2007, p.38.

Identification des moyens	<ul style="list-style-type: none"> • Participation à des programmes de communication et d'information sur la biodiversité avec l'ensemble des acteurs de l'Ile-de-France, et définition de sa propre politique de communication et d'information régionale sur la protection de la biodiversité en Ile-de-France. • Création d'une plateforme régionale de la biodiversité : Comité scientifique régional de la protection de la nature (CSRPN) + Agence régionale pour la nature et la biodiversité en Ile-de-France (Natureparif). • Réalisation d'actions sur les propriétés régionales afin de montrer l'exemple. • Contrat d'objectifs « biodiversité » à destination des collectivités, grands établissements publics et entreprises bénéficiaires des aides régionales. Il s'agit d'un contrat de principe, qui n'a aucune valeur de convention financière et qui doit accompagner, en amont, toutes les politiques contractuelles de la Région selon les règles et le cadre juridique et financier de chacune : le maître d'ouvrage qui sollicite la Région pour des aides financières est invité à signer le contrat d'objectifs « Biodiversité » afin d'intégrer dans son projet la protection de la biodiversité. Il s'agit d'une démarche volontaire destinée à mettre en valeur l'engagement des maîtres d'ouvrage, et à favoriser l'intégration de la protection de la biodiversité dans l'aménagement du territoire. Sa signature vaut adhésion à la Charte régionale de la biodiversité. • Proposition d'un cahier des charges pour la réalisation de diagnostics écologiques destiné aux bénéficiaires des subventions régionales.
Modalités de gouvernance pour la mise en œuvre de la stratégie	<ul style="list-style-type: none"> • A ce jour, aucune instance de gouvernance spécifique à la mise en œuvre de la stratégie n'est mise en place. • Il ne semble pas exister de modalités de coordination particulières entre la stratégie régionale et les politiques départementales en faveur de la biodiversité. Les départements ne sont associés à la mise en œuvre de la stratégie qu'en tant que bénéficiaires via la signature de la Charte et l'attribution de subventions régionales pour la réalisation d'actions. Région et Départements échangent également des informations, en cas de questions sur des projets cofinancés par exemple, mais essentiellement dans l'informel. • Il en est de même avec l'Etat, et notamment la DIREN, avec qui les échanges sur la stratégie restent insuffisants, les principaux échanges ayant eu lieu lors de la négociation du CPER 2007 – 2013. • En interne au Conseil régional d'Ile-de-France, les autres services sectoriels sont parfois consultés lorsque les projets proposés les concernent. Les échanges les plus fréquents se font avec le service Aménagement. Il s'agit essentiellement d'échanges informels, au coup par coup, dépendant fortement de la sensibilisation et de la sensibilité des personnes concernées aux enjeux de la biodiversité.
Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> • Des modalités de mise en œuvre de la stratégie pouvant générer un effet d'aubaine : les aides régionales pour mettre en œuvre la stratégie s'adressent à des organismes ayant déjà signé la Charte et souhaitant mettre en œuvre des projets en faveur de la protection de la biodiversité. Il s'agit donc <i>a priori</i> d'organismes déjà sensibilisés à cette thématique. On peut de ce fait s'interroger sur l'effet d'aubaine de ces aides : les bénéficiaires auraient-ils réalisé les mêmes projets, et de la même manière, sans les aides régionales ? Par ailleurs, la Région, « victime du succès » de ses aides, ne mène pas d'action de communication autour de sa stratégie susceptible de toucher un nouveau public. • Une mise en œuvre de la stratégie interne au Conseil régional d'Ile-de-France : <ul style="list-style-type: none"> ➢ Absence de pilotage collégial de la stratégie, sa mise en œuvre reposant essentiellement sur l'intervention financière du Conseil régional via son règlement d'attribution des aides régionales pour la protection et la mise en valeur de la biodiversité et des milieux naturels. Les autres acteurs locaux, et notamment les autres collectivités, ne sont associés à la mise en œuvre de la stratégie qu'en tant que bénéficiaires des aides régionales ➔ il ne semble pas exister de modalités particulières de coordination et de mise en cohérence entre les différentes politiques territoriales en faveur de la préservation de la biodiversité.

Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Des échanges interservices au sein du Conseil régional jugés insuffisants : il s'agit essentiellement de relations informelles dépendant encore beaucoup de la sensibilité des personnes concernées à la préservation de la biodiversité. • Une absence de hiérarchisation des priorités qui peut devenir problématique dans l'attribution des subventions régionales. Ainsi, le budget 2009 était totalement consommé à mi-année ➔ attribution des subventions au fur et à mesure de l'arrivée des demandes en l'absence de critères de priorisation des actions. Par ailleurs, on constate une surconsommation du budget « fonctionnement » par rapport au budget « investissement » (<i>peu de remontée d'actions « matérielles », affectation des actions d'études, de diagnostics ou d'inventaires dans le budget « fonctionnement »</i>). • Le contrat d'objectifs « biodiversité » s'avère peu lisible, peu connu et peu relayé en interne et en externe. Cette démarche volontaire devrait en effet accompagner en amont toutes les politiques contractuelles de la Région, et donc être portée par tous les services de la Région. Cependant, ce dispositif n'a été présenté pour l'instant qu'au service Aménagement. Il s'agit de convaincre en interne, pour ensuite communiquer sur leur existence en externe. 1 contrat devrait être signé en 2010.
Réussites	<ul style="list-style-type: none"> • Ce mode d'intervention permet l'émergence et la réalisation de projets concrets en faveur de la biodiversité. • Même si ce dispositif ne se traduit pas forcément par la réalisation d'actions concrètes : <ul style="list-style-type: none"> ➤ la signature de la charte formalise l'engagement des acteurs du territoire concernés ; ➤ l'obtention de subventions régionales pour la préservation de la biodiversité suppose un engagement des bénéficiaires à l'ensemble des grands principes définis dans la Charte. • Un large panel d'actions subventionnables et de bénéficiaires potentiels. • La rapide utilisation des aides régionales en faveur de la préservation de la biodiversité et des milieux naturels témoigne du succès de ce dispositif auprès des acteurs locaux.
Remarques	<ul style="list-style-type: none"> • Echanges d'informations avec d'autres Régions françaises sur les modalités d'élaboration et de structuration de la stratégie francilienne. • Un taux de subvention élevé des projets relatifs à la restauration des continuités écologiques (70%). Comment cela va-t-il se traduire en termes d'utilisation des ressources financières dans le cadre de la mise en place de la trame verte et bleue régionale ?

5.4 - Zoom sur son suivi-évaluation

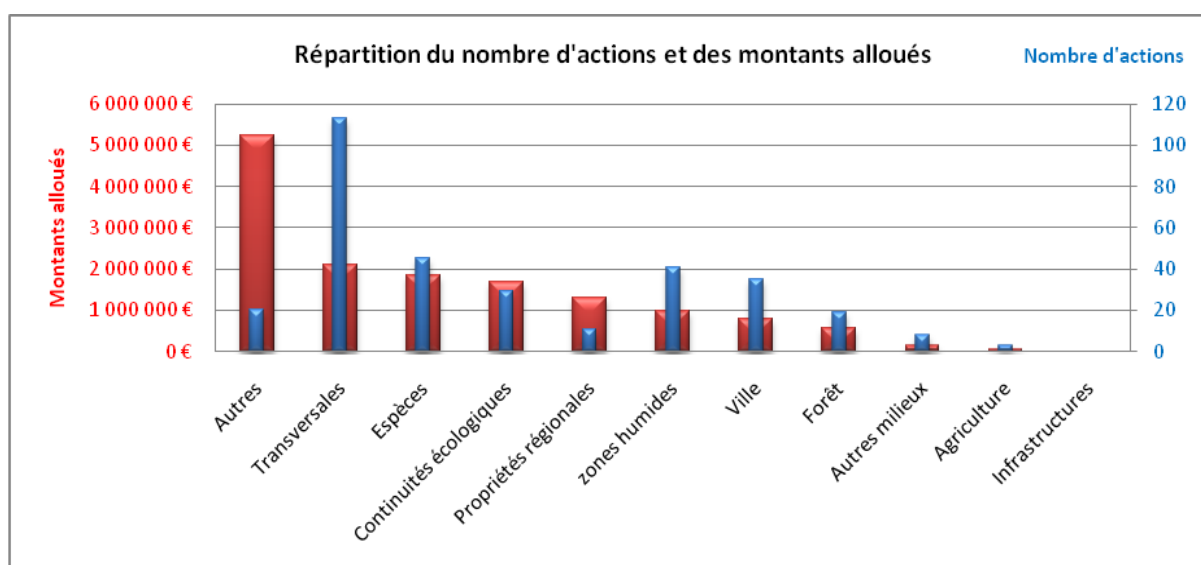
Définition d'indicateurs	Non
Définition de résultats attendus	Non
Modalités de suivi/évaluation de la stratégie	<p><i>Prévues :</i></p> <p>Un bilan annuel de la stratégie réalisé en interne au Conseil régional d'Ile-de-France.</p> <p><i>« La Stratégie sera évaluée annuellement et sera accompagnée d'un bilan des aides accordées par la Région. Ce bilan sera présenté à la Commission Environnement du Conseil régional. Un bilan des Plans d'actions sera également présenté aux autres commissions en fonction des thèmes traités »⁹.</i></p>

⁹ Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France, Conseil régional d'Ile-de-France, juin 2007, p.40.

Modalités de suivi/évaluation de la stratégie	<p><i>Réalisées :</i></p> <p>Un bilan des actions menées dans le cadre de la Charte a été réalisé lors de l'élaboration de la stratégie. Un bilan synthétique de cette dernière a également été réalisé en 2009.</p>
Gouvernance	<p>Pas d'instance de gouvernance spécifique au suivi de la stratégie.</p> <p>Le suivi des actions Régionales et de l'attribution des aides est assuré par le service « Patrimoine naturel » de la Région.</p> <p><i>Pour plus de détails se reporter au paragraphe « Zoom sur la mise en œuvre de la stratégie ».</i></p>
Difficultés	Absence de suivi-évaluation régulier de la stratégie.

5.5 - Zoom sur ses premières réalisations et ses premiers résultats

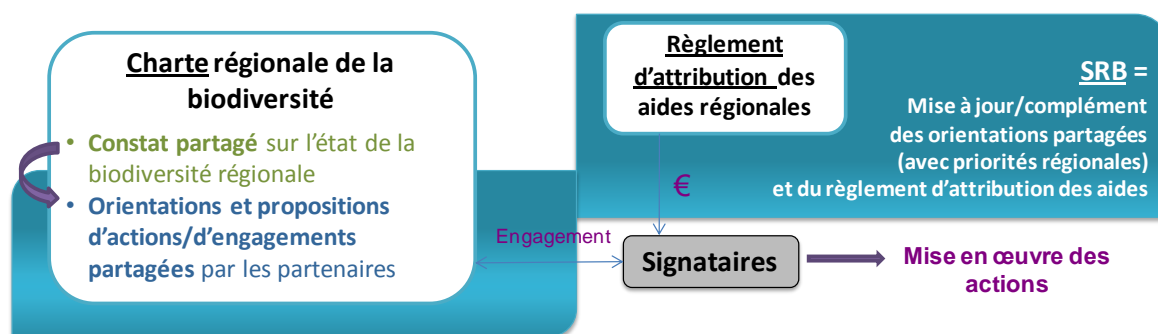
Principales réalisations et résultats	<p>Source : Bilan synthétique de l'attribution des aides régionales dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France (2009).</p> <p>Fin octobre 2009, près de 330 actions ont été subventionnées dans le cadre de la Stratégie régionale pour la biodiversité en Ile-de-France. Le montant de l'intervention régionale s'élève à plus de 14,7 millions d'euros.</p> <ul style="list-style-type: none"> • En nombre d'actions, la plupart des projets subventionnés appartiennent au plan d'actions « Actions transversales » (113 actions, soit 35% du nombre total de projets subventionnés), suivi par les plans d'actions « Espèces » (45 actions), « Zones humides » (41 actions), et « Ville » (35 actions). Le nombre élevé des actions transversales s'explique par la présence de nombreux projets relatifs à la sensibilisation à l'environnement : il s'agit de projets locaux, généralement de petite envergure, mais très nombreux. • Aucun projet n'a pour l'instant été subventionné dans le plan d'actions « infrastructures », et le plan d'actions « Agriculture » ne compte que 3 actions. • En montants, 36% du montant total de l'intervention régionale (soit 5,2 millions d'euros) a été attribué à « Autres actions » (création de Natureparif notamment), suivi par les plans d'actions « Actions transversales » (2,1 millions d'euros), « Espèces » (1,9 millions d'euros) et « Continuités écologiques » (1,7 millions d'euros).
---------------------------------------	---



Principales réalisations et résultats	<ul style="list-style-type: none">• Les principaux bénéficiaires en nombre d'actions (167 actions, soit 52% du nombre total d'actions subventionnées dans le cadre de la stratégie) et en montants (3,5 millions d'euros, soit 37% du montant total) sont les associations. La plupart des actions subventionnées appartiennent au programme « Actions transversales ». <p>Les collectivités ont bénéficié de 111 actions (34% du nombre total d'actions subventionnées) appartenant essentiellement aux plans « Actions transversales », « Ville » et « Zones humides », pour un montant total de 2,3 millions d'euros.</p> <p>Les établissements publics ont eux bénéficié de 3,5 millions d'euros pour 43 actions appartenant essentiellement aux plans d'actions « Espèces » et « Continuités écologiques ».</p>														
	<table><thead><tr><th>Catégorie</th><th>Montants alloués (€)</th><th>Nombre d'actions</th></tr></thead><tbody><tr><td>Associations</td><td>3 500 000</td><td>167</td></tr><tr><td>Etablissements publics</td><td>3 500 000</td><td>43</td></tr><tr><td>Collectivités</td><td>2 300 000</td><td>111</td></tr><tr><td>Bureau d'études</td><td>200 000</td><td>10</td></tr></tbody></table>	Catégorie	Montants alloués (€)	Nombre d'actions	Associations	3 500 000	167	Etablissements publics	3 500 000	43	Collectivités	2 300 000	111	Bureau d'études	200 000
Catégorie	Montants alloués (€)	Nombre d'actions													
Associations	3 500 000	167													
Etablissements publics	3 500 000	43													
Collectivités	2 300 000	111													
Bureau d'études	200 000	10													
Remarques	Il semble que la moitié seulement des signataires de la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels se soient engagés dans la réalisation d'actions concrètes.														

6. Bilan synthétique

Schéma synthétique de la stratégie :



Principaux freins et difficultés rencontrés	<ol style="list-style-type: none"> 1) Absence de mutualisation des connaissances, de définition partagée des enjeux régionaux de préservation de la biodiversité, et de priorisation de l'action régionale. <p>Les données et les informations concernant la connaissance de la biodiversité régionale et de ses enjeux existent, mais ne sont pas mutualisées au niveau régional. En l'absence d'un diagnostic commun et partagé de l'état du patrimoine naturel régional, les enjeux thématiques de la préservation de la biodiversité sont certes connus par les spécialistes, mais ne sont pas partagés, discutés et définis en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés. Il est alors difficile de prioriser les objectifs à atteindre et donc les actions à aider prioritairement dans le cadre de la stratégie.</p> <p>Pourquoi prioriser l'intervention régionale ? :</p>
---	--

Principaux freins et difficultés rencontrés	<ul style="list-style-type: none"> le budget alloué à cette politique n'étant pas illimité et la demande étant forte, il est important de s'assurer que les aides régionales contribuent bien à l'atteinte des principaux objectifs de la stratégie ; fournir un argumentaire supplémentaire à la Région pour déterminer les actions à subventionner en priorité en cas de budget restreint ; pouvoir lancer des appels à projets spécifiques sur telle ou telle thématique importante sur laquelle peu de projets ont été subventionnés.... <p>2) Pas ou peu de gouvernance collégiale dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie.</p> <p>Manque de gouvernance interne et externe dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie. L'association et l'implication des autres services du Conseil régional et de ses partenaires externes est nécessaire pour assurer une coordination des politiques territoriales en faveur de la biodiversité et l'intégration des orientations de la stratégie dans les autres politiques sectorielles de la Région.</p> <p>3) Pas de suivi-évaluation régulier et collégial de la stratégie</p> <p>La mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation régulier et collégial de la stratégie est pourtant nécessaire afin d'évaluer les résultats obtenus et l'efficacité de la stratégie (ajuster l'action régionale chemin faisant si nécessaire, comprendre vers quel public et sur quelles actions communiquer le cas échéant, mobiliser les partenaires, etc.).</p>
Principaux leviers d'actions, réussites et valeur ajoutée identifiés	<p>1) Une politique en faveur de la biodiversité explicite, affichée, et accompagnée de moyens financiers permettant la mise en œuvre d'actions concrètes.</p> <p>2) La Charte régionale pour la biodiversité et les milieux naturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> importante mobilisation et participation des acteurs locaux dans le cadre de son élaboration ; un document qui permet de formaliser l'engagement des différents partenaires pour la mise en œuvre de la stratégie. <p>3) Des leviers d'actions proposés (diagnostic écologique avant aménagement pour les projets aidés par la Région, Contrat d'objectifs biodiversité destiné à sensibiliser les bénéficiaires d'aides régionales en amont de l'obtention de subventions...) mais encore peu mis en œuvre.</p> <p>4) Mise en place de partenariats avec des grandes entreprises et des associations (Ex : RFF, GRT Gaz, ONF, RFE...).</p> <p>5) Identification et reconnaissance de la Région comme un acteur important de la préservation de la biodiversité.</p>
Principaux besoins identifiés	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser une implication plus importante des autres services de la Région et des acteurs du territoire dans la mise en œuvre de la stratégie. Développer le travail de sensibilisation et de « <i>porte parole</i> » de la Région nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie, auprès de « nouveaux » acteurs notamment → favoriser la signature de la Charte et la concrétisation des engagements de tous les signataires par la réalisation d'actions concrètes. Améliorer et développer la coordination et la mise en cohérence des différentes politiques territoriales en faveur de la préservation de la biodiversité. Mettre en place des indicateurs et/ou des outils permettant de prioriser l'intervention régionale en matière de biodiversité.

7. Références bibliographiques

- Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels, Conseil régional d'Ile-de-France, 2003.
- Contrat de projets Etat Région 2007 – 2013 Ile-de-France, Conseil régional et Préfecture de la région Ile-de-France, 2007.
- Schéma directeur de la région Ile-de-France, Conseil régional d'Ile-de-France, projet adopté par délibération du Conseil régional du 25 septembre 2008.
- Stratégie Régionale pour la Biodiversité en Ile-de-France, Rapport N° 45-07, Conseil Régional Ile-de-France, juin 2007.